

Économie : la limite comparative des index de référence

L'ensemble des pays de l'OCDE, pour ne citer qu'eux, cherchent en permanence à se situer par rapport à leurs partenaires dans le contexte économique mondial. Munis de tableaux de bord, plus ou moins sophistiqués, ils tentent de fournir des données conformes destinées à s'intégrer dans un comparatif aux normes et aux présentations internationales d'abord laborieuses.

Les socialistes et les instituts nationaux en charge de la mise en forme de ces statistiques vont, en distillant l'information, satisfaire ou affoler les politiques et les suiveurs naturels, majoritairement en opposition. Politiques, éditorialistes et journalistes se délectent ou se lamentent suivant les résultats. Les comparaisons tous azimuts vont bon train. S'appuyant ou non sur les organismes internationaux, chacun tentera d'y voir à « midi à sa porte » et de les interpréter!

Comparaisons c'est-à-dire « Brut » des index de référence

Les chiffres des index de référence, comme les ordres de grandeur, pour comparer l'ensemble des données utiles, voire indispensables à la prise de décision, doivent être à nouveau repensés avant d'être interprétés. Pour exemple, il suffit d'en citer quelques-uns qui caractérisent l'évolution économique et financière, comme la croissance, le déficit, la dette/PIB, les emprunts, la balance commerciale, l'indice des prix, l'inflation, le taux de chômage, etc.

Le taux de croissance et la dette/PIB demeurent les principaux index de référence comparatifs. Si de base, ils ont un sens, ils sont difficilement comparables d'un continent à l'autre (Europe, Etats-Unis, Asie, Amérique du nord, Amérique du Sud, Afrique et Océanie). La comparaison c'est-à-dire « Brut » s'arrête pour l'essentiel à ces quelques index fondamentaux normalisés. Les écarts entre les États sont telles que leur évaluation respective ne peut pas se résumer à une simple « règle de trois » technocratique. Le constat montre qu'ils demeurent superficiels c'est-à-dire « Brut » pour juger de l'économie réelle d'un pays. Ils ont atteint leur limite comparative !

C'est-à-dire « Net » : la comparaison n'a plus de sens !

A quoi rime une moyenne en guise de comparatif entre pays riches et pays en voie de développement ? A l'intérieur de l'Union européenne, c'est la même problématique. Les écarts globaux entre les pays sont trop importants pour oser faire des comparaisons. En plus, la mention « dans ou hors de » la zone euro rajoute à la confusion ! Trop de paramètres intrinsèques et extrinsèques disqualifient la lecture de simples comparaisons arithmétiques. Cela qualifie le c'est-à-dire « Net » ! En effet au niveau de chaque État, des indicateurs plus précis vont permettre d'apprécier les particularités et les contraintes du milieu concerné dans son environnement économique, social, financier et administratif.

A l'intérieur d'une même entité comme l'Union européenne la notion de moyenne est d'ailleurs à prendre avec précaution. Si celle-ci n'a de raison que pour satisfaire

aux critères de Maastricht, c'est-à-dire le « Brut », cette notion ignore la diversité des obstacles et les propres identités. Le c'est-à-dire le « Net » se doit de tenir compte de la nature de leur gouvernement, des différences de tailles (géographie, population, démographie, religion, immigration), de cultures, de moyens financiers, économiques et sociaux. Sans oublier le reste, la part d'investissement dans la recherche et l'innovation, l'industrialisation, la capacité de défense, l'influence et la position internationale, etc.

C'est l'évolution des indicateurs c'est-à-dire le « Net » qui est déterminante

Alors comment doit-on agir devant toutes ces moyennes et ces données, rassurées à saturation la « Une » de la presse et des médias ? Qui est en mesure d'évaluer la pertinence ? En réalité, seules les variations et les dynamiques des changements, dans un sens ou dans l'autre, influencent les indicateurs c'est-à-dire le « Net », plus proches du terrain. Ce sont elles qui auront des conséquences sur les index c'est-à-dire le « Brut ». Les politiques, comme certains experts, ont souvent tendance à l'oublier. Le livre de Jérôme Fourquet, « l'Archipel français », en est un parfait témoignage.

Sur fond de mondialisation, avec des règles libérales favorisant le libre-échange et la politique de l'offre, les pays « occidentaux », au sens large du terme, vivent désormais en permanence une complète mutation numérique de la société avec un bouleversement des données financières, économiques, sociales et culturelles qui accompagne un formidable progrès technologique. Le tournant amorcé depuis plus d'une décennie a pris corps et les changements profonds s'accroissent. Ils ne cesseront de se multiplier.

Sous couvert de protéger leurs objectifs et les enjeux nationaux, la plupart des dirigeants n'ont cessé que d'en vanter les avantages de leur choix qu'ils ont du mal à maîtriser pour satisfaire aux index comparatifs du c'est-à-dire le « Brut ». Ils ignorent ou font mine d'ignorer les indicateurs c'est-à-dire le « Net ». Au mieux, ils tenteront de s'en accommoder.